

DOCUMENT D'ANALYSE DU RSR

Retour des combattants étrangers dans leur pays d'origine et enjeux de réinsertion

Introduction

Début 2016, plus de 42 000 individus s'étaient rendus dans des zones de conflit en Irak et en Syrie pour prendre les armes dans les rangs de divers groupes d'insurgés et de terroristes islamistes en tant que «combattants étrangers».ⁱ Bon nombre d'entre eux sont originaires des États membres de l'Union européenne (UE), comme l'indique un rapport publié en avril 2016, qui laisse entendre qu'ils pourraient être au nombre de 4294.ⁱⁱ Ce chiffre pourrait même être plus élevé. Début 2016, près d'un tiers d'entre eux semblaient être rentrés dans leur pays d'origine.ⁱⁱⁱ L'«État islamique» subissant actuellement d'importants revers militaires,^{iv} l'afflux de combattants étrangers semble avoir fortement diminué.^v Un nombre sans précédent de combattants terroristes étrangers sont désormais revenus dans l'UE et ce nombre pourrait grimper suite au déclin militaire de l'État islamique. L'État islamique continuera d'encourager les individus qui se trouvent au sein de l'UE



(personnes rentrées dans leur pays d'origine ou sympathisants) à mener des attaques à l'endroit où ils se trouvent. Ce document d'analyse présente un aperçu succinct des difficultés et des perspectives liés à l'adoption d'approches fondées sur la réinsertion^{vi} afin de faire face à la menace potentielle pour la sécurité liée au retour des combattants étrangers.¹

¹ Plus précisément, les individus qui ont rejoint rangs de groupes djihadistes extrémistes, tels que l'État islamique et Jabhat al-Nosra.



Pour qu'une personne puisse s'engager dans le terrorisme, elle doit pouvoir dépasser les barrières morales qui l'empêchent de tuer^{vii} et maîtriser le maniement de base des armes à feu et des explosifs. Le caractère amateur de certaines des conspirations «locales» qui ont eu lieu dans l'UE depuis le 11 septembre démontrent en particulier qu'il est difficile d'acquérir des capacités opérationnelles en s'appuyant sur des manuels souvent téléchargés sur Internet.^{viii} C'est précisément en raison de leur expérience sur le champ de bataille, de leur formation au maniement des armes et de leurs liens avec les réseaux terroristes internationaux que le retour des combattants étrangers dans leur pays d'origine pose un problème de sécurité majeur. La désensibilisation du recours à la violence, associée au trouble de stress post-traumatique, qui accompagne souvent le vécu des combats et la participation éventuelle à des atrocités telles que celles dont se vante l'État islamique, augmente encore la menace potentielle que posent les individus qui rentrent dans leur pays d'origine.

En même temps, il est essentiel de souligner que tous les combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine ne sont pas égaux face à leur désir éventuel de commettre des actes de violence terroriste dans leur pays. Il existe indubitablement un risque majeur que certains combattants étrangers cherchent à mener des attaques terroristes à leur retour. Cependant, comme l'a récemment fait valoir Omar Ramadan, il existe un deuxième groupe d'individus que l'on pourrait considérer plus justement comme des victimes des efforts de recrutement de l'État islamique et un troisième groupe de personnes qui se situent à la croisée des chemins entre victimes et terroristes (potentiels).^{ix} Le quatrième groupe se compose des personnes qui

considèrent que le recours à la violence n'est plus justifié ni nécessaire, parce qu'ils sont désenchantés, ou que leur implication dans la guerre ou de leur quotidien sous le régime de l'État islamique les a traumatisés physiquement ou psychologiquement. On peut approuver ou non des qualificatifs tels que «victimes» ou juger pertinentes des explications de naïveté ou d'ignorance. Il n'en reste pas moins que la gestion du retour des combattants étrangers dans leur pays d'origine ne peut ignorer la diversité de ce groupe d'individus, tant du point de vue de la menace qu'ils représentent que des moyens permettant de réduire aussi efficacement que possible le risque de récurrence terroriste.

La réinsertion des terroristes et des extrémistes dans la société, en particulier après qu'ils aient rejoint les rangs de groupes terroristes tels que l'État islamique, est un exercice controversé. L'opinion publique peut faire pression pour favoriser une approche visant à «tous les enfermer». Outre le débat sur l'opportunité d'une telle mesure, les procédures judiciaires aux Pays-Bas ont démontré à quel point il est difficile d'obtenir des condamnations pour des crimes qui auraient été commis dans un pays étranger, en particulier lors d'une guerre civile.^x En outre, la plupart des personnes condamnées pour des faits de terrorisme seront libérées à un moment donné. En d'autres termes, envisager des manières de gérer la réinsertion des anciens terroristes en vue de minimiser les risques de violences à l'avenir ne consiste pas à choisir une approche «douce» mais à réagir de manière pragmatique à un enjeu complexe.

Contexte: déradicalisation et désengagement

La réinsertion des (anciens) terroristes^{xi} ou extrémistes^{xii} peut être considérée comme un processus visant à faciliter leur réintégration dans la société afin de réduire la probabilité qu'ils ne mènent des activités liées au terrorisme. Ces dernières années, les programmes spécialisés axés sur la réinsertion des terroristes («djihadistes») ont pris de l'ampleur à l'échelon mondial.^{xiii} Certaines de ces initiatives sont axées sur les terroristes ou les extrémistes incarcérés, d'autres mettent l'accent sur la liberté conditionnelle et d'autres encore couvrent ces deux aspects.^{xiv} Malgré la prévalence de ces programmes, on ne dispose que de peu d'informations permettant de déterminer si ces initiatives contribuent vraiment à réduire les récidives en matière de terrorisme. Les études d'évaluation en la matière font en effet défaut.

Même si les programmes de réinsertion ont fait l'objet d'évaluations remarquables centrées sur l'extrémisme islamiste^{xv} et l'extrémisme violent de droite et de gauche^{xvi}, la plupart des programmes n'ont pas été évalués.^{xvii} Comment concevoir et mettre en œuvre des programmes de réinsertion efficaces sans savoir s'ils fonctionnent et sans en connaître les mécanismes?^{xviii} Les organismes publics, qui sont souvent les principaux responsables de la conception et de la mise en œuvre de ces initiatives, peuvent hésiter à ce qu'un sujet sensible lié à la lutte contre le terrorisme ne fasse l'objet d'un contrôle extérieur.^{xix} Pourtant, à moins de mener plus d'études en matière d'évaluation, les décideurs, les praticiens et les universitaires sont privés d'analyse des résultats, pourtant essentielle pour concevoir et mettre en œuvre des programmes plus efficaces.^{xx}

On comprend également mal les facteurs dont dépend la réussite de la réinsertion des (anciens)

terroristes et extrémistes. En 2008, aux Pays-Bas, par exemple, environ 50 % des détenus adultes et juvéniles ont récidivé dans les deux ans qui ont suivi leur libération.^{xxi} Un taux de récidive similaire chez les délinquants terroristes ne peut pas être considéré comme une réussite pour deux raisons. Premièrement, compte tenu de l'incidence sociétale du terrorisme, de nombreux citoyens ne perçoivent peut-être pas qu'un taux de récidive de 50 % est synonyme de réussite ou, tout au moins, qu'il correspond à la moyenne nationale. Deuxièmement, les données sur la récidive terroriste sont tout simplement insuffisantes, en particulier dans l'UE, ce qui laisse planer un doute sur ce que serait un taux de récidive réaliste, et, a fortiori, souhaitable pour les programmes de réinsertion.^{xxii} Ainsi, même si les programmes de réinsertion visent souvent «la réduction du taux de récidive», l'absence de données sur ce sujet empêche d'en évaluer la réussite de manière objective.

Le manque de connaissances concrètes concernant les pratiques qui fonctionnent en matière de réinsertion des terroristes et des extrémistes invite à se tourner vers les mécanismes sous-jacents afin de comprendre le fonctionnement de ces programmes et la manière dont ils peuvent être améliorés, le cas échéant. Les hypothèses dont tiennent compte les personnes qui conçoivent et mettent en œuvre des programmes de réinsertion pour fixer leurs objectifs et la façon de les atteindre sont fondamentales et déterminent la réussite ou l'échec de ces efforts.^{xxiii} De manière générale, on distingue deux approches: la déradicalisation et le désengagement.^{xxiv} Si les paragraphes ci-après abordent ces concepts séparément, il faut souligner qu'ils ne s'excluent pas mutuellement. En fait, étant donné que l'on n'a pas encore déterminé avec précision les pratiques qui



fonctionnent le mieux, l'association de ces deux approches offre de la souplesse et multiplie les chances de réussite.

Les concepts de radicalisation et de déradicalisation se sont démocratisés depuis leur entrée dans le débat politique aux alentours de 2004.^{xxv} Ils sont populaires malgré leurs nombreuses lacunes graves.^{xxvi} La plus problématique est la notion (souvent implicite) qui veut qu'adopter des opinions radicales entraîne nécessairement un comportement radical et que, de la même manière, renoncer au terrorisme signifie abandonner de telles opinions.^{xxvii} Un tel lien revient à simplifier de manière excessive une réalité complexe et ne repose sur aucun fondement théorique ni empirique.

Des millions de personnes ont des opinions radicales ou extrémistes, mais seule une extrêmement faible proportion d'entre elles s'engage dans des activités terroristes.^{xxviii} Des recherches ont également démontré que tous les terroristes ne sont pas avant tout animés par leurs convictions.^{xxix} Une approche de la réinsertion uniquement axée sur la déradicalisation passe à côté du fait essentiel que le désintérêt pour les groupes extrémistes et terroristes ne dépend pas exclusivement de l'idéologie. Il y a de nombreuses autres raisons de renoncer à ces pratiques, notamment la désillusion concernant l'efficacité de la violence, les querelles avec des compatriotes et l'attrait d'une vie normale.^{xxx} À l'inverse, des facteurs tels que la pression des pairs et la crainte de représailles de la part d'anciens camarades peuvent également empêcher un individu de se retirer d'un groupe extrémiste ou terroriste.^{xxxi}

Ainsi, le fait d'envisager les possibilités de sortie de l'extrémisme et du terrorisme uniquement par l'intermédiaire du concept douteux, sur le plan empirique et théorique, de la déradicalisation risque d'occulter les nombreux moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction des récidives. Si, par exemple, les avantages sociaux de l'appartenance à des groupes terroristes (statut, camaraderie et sentiment d'avoir un but dans la vie) guident l'implication des individus dans le groupe, il est essentiel de créer un autre environnement social qui apporte les mêmes avantages sans passer par le radicalisme.^{xxxii} La déradicalisation demeure évidemment un outil essentiel pour les individus qui se sont engagés dans le terrorisme pour des raisons idéologiques. Le fait est que, d'après les connaissances dont nous disposons actuellement sur les questions concernées, les programmes de réinsertion ne devraient pas reposer uniquement sur la déradicalisation.

Accorder une trop grande importance à la déradicalisation ne tient pas non plus compte des multiples exemples historiques de terroristes qui se sont réinsérés dans la société sans (apparemment) se déradicaliser d'abord.^{xxxiii} Entre les années 60 et 90, des milliers de terroristes européens appartenant à des groupes tels que l'IRA, l'ETA, les Brigades rouges italiennes et la RAF allemande ont été incarcérés. La plupart d'entre eux ont depuis été remis en liberté sans participer à des programmes de déradicalisation. Le fait que la plupart de ces individus ne soient plus impliqués dans le terrorisme ou, du moins dans une moindre mesure, laisse penser que la déradicalisation n'est pas nécessairement une condition préalable à la réinsertion. Une enquête plus approfondie sur des exemples historiques de réinsertion de terroristes pourrait fournir des pistes intéressantes en vue d'améliorer les efforts



actuels visant à réduire le plus possible les taux de récidive.

Le concept de désengagement peut permettre de trouver une alternative à une approche de réinsertion axée sur la déradicalisation. Le désengagement peut être considéré comme «le processus par lequel le rôle ou la fonction d'un individu évolue et s'accompagne habituellement d'une réduction de la participation à des actes violents. Ce processus n'implique pas nécessairement de quitter le mouvement, mais il est le plus souvent associé à un changement important de rôle, de manière temporaire ou permanente».^{xxxiv} En d'autres termes, tandis que la déradicalisation vise à modifier les croyances d'un individu, le désengagement met l'accent sur le changement de comportement. Les terroristes ou les extrémistes désengagés peuvent parvenir à se réinsérer même s'ils conservent leurs croyances radicales, à condition qu'ils ne recourent plus à la violence terroriste de quelque façon que ce soit.

Comme pour la déradicalisation, le désengagement exige de comprendre comment et pourquoi un individu a commencé à s'engager dans l'extrémisme ou le terrorisme. Les motifs pour lesquels un individu s'engage dans de tels groupes sont divers et ne se limitent pas à l'adoption d'une idéologie particulière.^{xxxv} Les programmes de réinsertion doivent donc être flexibles et adaptés aux antécédents et aux motivations spécifiques de chaque individu.^{xxxvi} S'agissant de la question spécifique du retour des combattants étrangers, il convient de tenir compte du fait que certains individus sont des extrémistes invétérés et aguerris et que d'autres peuvent (au départ) avoir été enrôlés ou motivés par des considérations non violentes telles que le désir d'apporter une aide humanitaire. Il y a lieu

de tenir compte à cet égard des jeunes enfants qui ont été emmenés en Irak et en Syrie par leurs parents ou des enfants qui sont nés de combattants étrangers dans ces pays. Ces enfants, qui peuvent avoir été soumis à l'endoctrinement de l'État islamique en vue d'en faire des enfants soldats, ont besoin de soins spécifiques, notamment pour gérer leur traumatisme psychologique mais aussi pour faire face au fait qu'ils aient pu assimiler l'idéologie extrémiste.^{xxxvii}

Pour conclure, le manque d'évaluations des programmes de réinsertion et la rareté des données sur les taux de récidive en matière de terrorisme nous empêchent de saisir comment et dans quelles circonstances ces programmes fonctionnent et comment en améliorer l'efficacité. S'il convient de remédier d'urgence à ces lacunes, l'observation des hypothèses concernant la réussite de ces programmes et les moyens d'y parvenir fournit des informations sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre de telles initiatives. Au lieu de choisir entre déradicalisation ou désengagement, les connaissances actuelles suggèrent d'adopter les deux approches. Cela présente l'avantage supplémentaire de garantir que les programmes de réinsertion offrent une certaine flexibilité à leurs participants, ce qui est une condition préalable pour réduire le taux de récidive compte tenu de la diversité des motivations et des antécédents des individus impliqués dans l'extrémisme et le terrorisme.

Programmes de réinsertion au sein de l'UE

De nombreux programmes de réinsertion existent déjà dans les États membres de l'UE et de nouvelles initiatives voient le jour régulièrement.^{xxxviii} La plupart des initiatives



couvrent diverses activités telles que l'accompagnement religieux, l'accompagnement psychologique, la formation professionnelle, l'éducation et les loisirs. De manière générale, on pourrait considérer que les programmes qui mettent davantage l'accent sur les interventions religieuses et psychologiques sont axés sur la déradicalisation. Et on pourrait dire que les programmes visant à influencer le comportement des extrémistes violents sont plus axés sur le désengagement et associent souvent un programme éducatif et une formation préparatoire à l'emploi.

Au sein de l'UE, la plupart des programmes de réinsertion des extrémistes violents sont mis en œuvre en Europe du Nord-Ouest, notamment les programmes EXIT adoptés en Norvège, en Suède et en Allemagne, ainsi que l'approche danoise «Aarhus» et l'initiative néerlandaise de réinsertion actuellement menée par le service néerlandais de probation. En Allemagne, un certain nombre d'organisations sont chargées de faciliter la réadaptation et la réinsertion des extrémistes violents. Elles ont chacune leur philosophie propre en matière de déradicalisation ou de désengagement. On trouvera ci-après une brève synthèse des programmes menés au Danemark, en Allemagne et aux Pays-Bas et des avantages et des mérites de ces différentes initiatives.

Programme Aarhus au Danemark

Le modèle danois d'Aarhus vise à réadapter les combattants danois de l'État islamique et à les réinsérer dans la société. Le modèle d'Aarhus inclut des programmes de prévention précoce et de sortie. Le programme de sortie s'adresse aux individus radicalisés qui ont l'intention et les capacités de commettre des crimes violents et des actes terroristes motivés par des considérations politiques et/ou religieuses. Fruit

de la collaboration entre la police du Jutland oriental et les services sociaux de la municipalité d'Aarhus, ce programme entend réinsérer efficacement les extrémistes qui rentrent dans leur pays d'origine en (r)établissant la confiance envers les pouvoirs publics et en instaurant un dialogue ouvert entre ces individus et les autorités locales. Le programme offre une prise en charge comprenant des soins médicaux et un accompagnement psychologique afin de traiter le trouble de stress post-traumatique. En outre, il offre un mentorat et un soutien aux familles et aide les extrémistes violents à trouver du travail ou à reprendre leurs études.^{xxxix}

Une fois que les individus potentiellement radicalisés sont identifiés, les autorités locales (accompagnées d'un responsable religieux musulman) prennent contact avec eux en vue de les éloigner du radicalisme et de l'extrémisme. Il existe aussi un centre d'information qui filtre les appels et définit les interventions prioritaires. La plupart des activités suivent le cadre ESD (Établissements scolaires, services sociaux et dialogue avec la police) de prévention de la criminalité. Le commissaire de police de la ville a affirmé que cet effort de prévention et le dialogue qu'il a contribué à mettre en place avec la communauté musulmane ont permis faire passer le nombre de combattants étrangers qui ont quitté Aarhus de trente personnes en 2013 à une en 2014.^{xl} Cependant, certains acteurs, notamment le Parti populaire danois anti-immigration, se sont dit préoccupés par le programme, soutenant qu'il est «trop mou, naïf et voit à court terme».^{xli} À l'heure actuelle, son efficacité à plus long terme fait encore débat et il est trop tôt pour tirer des conclusions.

Réseau de prévention de la violence en Allemagne



En Allemagne, plusieurs organisations mènent des efforts de réadaptation destinés aux extrémistes violents. L'une de ces organisations, le Réseau de prévention de la violence, est une ONG qui travaille auprès des (jeunes) individus vulnérables à l'extrémisme de droite ou au fondamentalisme religieux. Le programme est proposé à titre volontaire et les personnes qui s'y inscrivent sont rassemblées en petits groupes qui se réunissent une fois par semaine sur une période de 23 semaines. L'approche de ce programme, qui vise principalement la déradicalisation, associe des modules d'éducation civique et d'enseignement et une formation contre la violence. L'accent mis sur la déradicalisation entend dissocier le sentiment de colère et de haine de l'individu de sa vision politique du monde et contribuer à s'attaquer aux facteurs qui déclenchent sa colère, à le rééduquer dans le respect de la société démocratique et à trouver d'autres moyens d'exprimer ses préoccupations et d'y répondre».xiii La formation commence dans les cinq mois suivant la détention et se poursuit par un accompagnement à la libération. L'organisation offre également des conseils aux parents dont les enfants ont rejoint les rangs d'une organisation terroriste ou sont susceptibles de le faire.

Si le programme vise principalement à favoriser la déradicalisation, il comprend également des volets axés sur le désengagement. Le mentor qui est affecté à une personne l'aide à trouver un logement et un emploi et organise un certain nombre de réunions avec les membres de la famille. Selon une évaluation interne, cette initiative peut être considérée comme réussie (le taux de récurrence des participants ayant terminé le programme n'est que de 5 % et le taux de décrochage de 2 %).xiii Néanmoins, l'organisation

ne divulgue pas de statistiques concernant le nombre total de participants ni le nombre d'individus qui achèvent le programme, ce qui complique l'évaluation de ces pourcentages dans leur contexte.

L'approche des Pays-Bas en matière de réinsertion

En 2012, un projet spécifique de réinsertion a été lancé aux Pays-Bas. Il était axé sur les délinquants en probation ou en liberté conditionnelle soupçonnés d'être impliqués dans le terrorisme ou l'extrémisme «djihadiste».xiv Le coordinateur national hollandais pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme (NCTV) a mis en place ce projet avec le service néerlandais de probation afin d'améliorer la réinsertion des délinquants extrémistes aux Pays-Bas. L'objectif principal de cette approche est de réduire les risques de récurrence chez les délinquants extrémistes et terroristes au moyen de mesures de resocialisation et de suivi. Aider les individus pris en charge dans le cadre du programme à trouver un emploi, à reprendre leurs études, à se loger et à se désendetter et gérer les problèmes psychologiques ou la réconciliation avec des membres de la famille constituent des aspects importants de cette approche.

Parallèlement, les personnes prises en charge font l'objet d'une surveillance destinée à éviter qu'elles ne se tournent à nouveau vers la sphère extrémiste. Lorsque le personnel du programme considère qu'un individu est réceptif à ces efforts, un volet axé sur la déradicalisation est mis en œuvre. Celui-ci repose en partie sur des consultants externes qui disposent de connaissances théologiques en vue de mener des interventions cognitives. Ces interventions sont destinées à introduire des nuances dans les visions du monde souvent très polarisées de ces



individus. En fin de compte, on espère que ces efforts de déradicalisation permettront au participant de ne plus cautionner la violence. En ce qui concerne le taux de réussite du programme, Schuurman et Bakker (2015) affirment qu'il est impossible de tirer des conclusions à long terme car le projet n'en était qu'à ses balbutiements lorsqu'ils ont effectué leur évaluation.^{xlv}

Intervention

De nombreux États membres de l'UE ont mis en œuvre des programmes de réinsertion axés sur la déradicalisation, le désengagement ou l'association de ces deux démarches. Ces programmes varient considérablement selon les approches adoptées. Il existe des différences en ce qui concerne les publics visés par les programmes (par exemple, les combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine, les délinquants extrémistes violents, les personnes susceptibles de se radicaliser ou toutes les catégories susmentionnées), la phase lors de laquelle les programmes sont mis en œuvre (avant, pendant ou après l'incarcération), la base sur laquelle les individus participent au programme (volontaire ou obligatoire), l'entité responsable de la mise en œuvre du programme et les éléments qui sont inclus dans le programme (par exemple, accompagnement psychologique, instruction, accompagnement religieux, etc.).

En raison des incertitudes persistantes concernant l'efficacité de ces efforts pour lutter contre la récidive liée au terrorisme, il demeure impossible de déterminer de façon concluante les avantages et les inconvénients spécifiques de ces initiatives. Il est cependant possible d'offrir des conseils pratiques aux personnes qui conçoivent ou mettent en œuvre des programmes similaires.

Cette section offre un aperçu concis des propositions visant à améliorer les efforts de réinsertion existants et à résoudre les problèmes susmentionnés. Compte tenu du nombre d'individus qui rentrent dans leur pays d'origine et de la pression qu'ils pourraient faire peser sur les initiatives de réinsertion existantes, il faudrait accorder la priorité à ces questions au niveau local, national et européen.^{xlvi}

1. Privilégier l'évaluation des programmes de réinsertion

Les programmes de réinsertion, qu'ils soient nouveaux ou existants, doivent faire l'objet d'une évaluation critique, indépendante et en temps réel, afin d'évaluer leurs objectifs, les hypothèses sous-jacentes à leur réalisation, leur mise en œuvre et leur degré de réussite.^{xlvii} Cela est essentiel pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives plus efficaces et minimiser ainsi la probabilité de récidive en matière de terrorisme.

2. Recueillir des données sur la récidive terroriste au sein de l'UE

Ces informations essentielles permettront de comprendre l'ampleur du problème et de fournir un critère de référence approximatif permettant d'identifier les programmes dont l'efficacité est supérieure ou inférieure à la moyenne, qui peuvent à leur tour servir à isoler les bonnes et les mauvaises pratiques. Le fait de disposer de données sur la récidive terroriste permettra également d'évaluer la réussite des programmes de réinsertion de façon comparative. On dispose ainsi d'une norme plus objective pour évaluer la réussite des programmes.

3. Garantir la flexibilité et la personnalisation des efforts de réinsertion

Les combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine constituent un groupe hétérogène. Pour être efficaces, les programmes de réinsertion doivent être flexibles et s'adapter aux caractéristiques et aux besoins de chaque individu. Tout effort visant à réinsérer des extrémistes ou des terroristes devrait commencer par une évaluation des besoins, des discours et des réseaux de l'individu, à l'aide de méthodes d'évaluation des risques spécifiques à l'extrémisme violent. Actuellement, divers outils d'évaluation des risques sont utilisés à l'échelle mondiale, notamment le modèle de hiérarchisation des personnes soupçonnées de terrorisme qui rentrent dans leur pays d'origine (Australie), le cadre d'évaluation dynamique (Dynamisch Beoordelingskader, Pays-Bas), le guide des risques liés à l'extrémisme 22+ (ERG22+) (Royaume-Uni), l'évaluation des risques associés aux extrémistes violents (VERA) (Canada) et le test SQAT (Significance Quest Assessment Test) (États-Unis).

Tous ces outils ont en commun un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer le degré d'extrémisme d'une personne. Cependant, la méthode qui permet d'y parvenir implique aussi bien un jugement professionnel structuré (ERG 22+, VERA, cadre d'évaluation dynamique) que des questionnaires d'autoévaluation (SQAT). Pour être utilisé efficacement, tout outil doit être adapté aux circonstances locales et il est nécessaire de former le

personnel afin qu'il puisse appliquer la méthode de manière appropriée. Malgré les avantages et les inconvénients des outils d'évaluation spécifiques, il est essentiel de procéder à une analyse structurée du programme de réinsertion afin de tenir compte des antécédents, de la personnalité, des aptitudes cognitives et d'autres aspects des participants et de pouvoir concevoir et mettre en œuvre des approches personnalisées.

4. Viser la déradicalisation et le désengagement

Étant donné que l'on ne sait pas quelles approches de réinsertion des extrémistes et des terroristes fonctionnent le mieux, les programmes ne doivent pas être axés sur une seule approche. La déradicalisation, qui consiste à détourner les individus de leurs convictions idéologiques, a certainement sa place dans ces efforts, mais elle doit être considérée comme l'un des nombreux moyens possibles permettant de minimiser les risques de récidive liée au terrorisme. Le désengagement met l'accent sur le changement de comportement et non d'idéologie. Il englobe les diverses raisons qui motivent la participation et le renoncement au terrorisme et offre de nombreux moyens de favoriser la réinsertion. Comme le montrent les trois exemples au Danemark, en Allemagne et aux Pays-Bas, les programmes de réinsertion doivent associer des efforts de déradicalisation et de désengagement au lieu de considérer que ces deux approches s'excluent mutuellement.

5. S'impliquer sans tarder auprès des combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine

En raison de la menace potentielle que représentent les combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine mais aussi de la nécessité d'aider les victimes du recrutement de l'État islamique, il convient d'étudier les possibilités de participation aux programmes de réinsertion immédiatement après le retour. Il faut proposer des possibilités de participation volontaire et les promouvoir, peut-être dans le cadre d'une campagne de contre-discours.^{xlviii} Il convient d'envisager de faire appel à des individus repentis qui se sont éloignés de l'État islamique et de groupes similaires afin d'inciter d'autres personnes à faire de même.^{xlix} Il faut toutefois veiller à bien s'assurer de leur sincérité.^l

Parallèlement, pour les personnes qui rentrent dans leur pays d'origine (probablement pour la plupart d'entre elles) et qui ne participeront pas volontairement aux programmes de réinsertion. Ce n'est pas nécessairement un obstacle insurmontable. En effet, des terroristes se sont désengagés alors qu'ils étaient incarcérés (par exemple en y étant forcés). En outre, des études ont indiqué que les personnes qui participent d'elles-mêmes à un traitement de la toxicomanie et celles qui sont forcées à le faire obtiennent souvent des résultats semblables.^{li} La participation forcée aux initiatives de réinsertion apparaît donc justifiée, au moins sur le papier.^{lii} Mais quelles sont les voies légales permettant

d'obliger un individu à participer à de tels programmes?

6. Tirer des enseignements de l'histoire récente

Il convient de privilégier l'évaluation des programmes de réinsertion actuels. Cependant, l'histoire récente offre une foule d'exemples de terroristes européens qui retournent dans la société à leur sortie de prison. L'expérience de pays comme l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie et l'Allemagne peut offrir de nombreuses idées utiles qui n'ont été que peu exploitées.

7. Intégrer les bonnes pratiques dans les programmes de réinsertion

Malgré le manque d'études en matière d'évaluation, les recherches qui ont été entreprises, ainsi que les programmes de réinsertion actuels, offrent plusieurs perspectives intéressantes concernant une utilisation pratique immédiate. Il s'agit notamment des aspects suivants:

- L'importance d'une relation de confiance entre le personnel du programme et les individus pris en charge, notamment le fait que le personnel du programme prennent les individus et leurs idées au sérieux;
- Tout programme de réinsertion doit indiquer clairement ses objectifs ainsi que des indicateurs de réussite ou d'échec;
- Les programmes ont de meilleures chances de réussir s'ils sont fondés sur le respect des droits de l'homme;
- Il est crucial de disposer de personnel bien formé, le

personnel doit avoir une compréhension approfondie des objectifs du programme et adopter une attitude positive, cohérente et juste;

- Le fonctionnement des programmes doit être flexible afin qu'ils puissent s'adapter à des circonstances imprévues;^{liii}
- Il n'existe pas de solution universelle, tous les efforts de réinsertion doivent être basés sur une procédure de saisie et d'évaluation des risques sûre afin de connaître les besoins de l'individu, son degré d'adhésion au discours extrémiste, son réseau social et ses capacités;^{liv}
- Une coopération efficace entre les divers services et organismes impliqués dans les efforts de réinsertion (par exemple, les services de probation, les forces de l'ordre, les autorités locales, le ministère public) est d'une importance capitale;^{lv}
- La controverse qui entoure les programmes de réinsertion destinés aux (anciens) extrémistes et terroristes nécessite une gestion efficace des éventuelles conséquences politiques et sociétales, en particulier celles qui sont liées aux cas inévitables de récidive.^{lvi}

entreprise difficile et controversée. Elle fera probablement l'objet de vives critiques et certains pourraient prétendre qu'il s'agit d'une approche «molle» face au terrorisme. Le nombre de combattants étrangers qui rentrent dans leur pays d'origine devrait augmenter, et avec la poursuite de la radicalisation «locale» au sein de la sphère islamiste et de l'extrême droite, il est simplement impossible d'ignorer la question de la prise en charge des extrémistes et des terroristes qui sortent de prison ou rentrent d'une zone de conflit à l'étranger.

Étant donné l'augmentation de la demande des capacités de réinsertion, il faut aborder sans tarder les problèmes et lacunes actuels concernant les connaissances, qui figurent dans le présent document d'analyse. Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RSR) est extrêmement bien placé pour porter ces questions à l'attention des décideurs, des praticiens et des universitaires. Il est à espérer que des projets de recherche seront prochainement mis en place en étroite collaboration avec les décideurs et les praticiens experts en vue d'aborder la réinsertion des terroristes et des extrémistes avec plus de confiance et plus de chances de parvenir à une réduction réelle et mesurable du risque de récidive.

Conclusion

La réinsertion des (anciens) extrémistes et terroristes dans la société sera toujours une

Références

- 24, France. "France Unveils First De-Radicalisation Centre to Tackle Islamist Threat." *France 24*, 14 septembre 2016.
- Abrahms, Max. "What Terrorists Really Want: Terrorist Motives and Counterterrorism Strategy." *International Security* 32, n° 4 (Spring 2008): 78-105.
- Alonso, Rogelio et Javier DíazBada. "What Role Have Former Eta Terrorists Played in Counterterrorism and Counterradicalization Initiatives in Spain?". *Studies in Conflict & Terrorism* 39, n° 11 (2016): 982-1006.
- Bandura, Albert. "Mechanisms of Moral Disengagement in Terrorism." Dans *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, révisé par Walter Reich, 161-191. Cambridge: Cambridge University Press, 1990.
- Barrett, Richard et Laila Bokhari. "Deradicalization and Rehabilitation Programmes Targeting Religious Terrorists and Extremists in the Muslim World: An Overview." Dans *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, révisé par John Horgan et Tore Bjørgo, 170-180. Londres / New York: Routledge, 2009.
- Bjørgo, Tore. "Exit Neo-Nazism: Reducing Recruitment and Promoting Disengagement from Racist Groups." Dans *NUPI Working Paper*. Oslo: NorskUtenrikspolitiskInstitut, 2002.
- Braddock, Kurt et John Horgan. "Towards a Guide for Constructing and Disseminating Counternarratives to Reduce Support for Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism* 39, n° 5 (2016): 381-404.
- Bruyning, Simon. "Rechter: Wet Is Niet Berekend Op Syriëgangers." *Trouw*, 9 février 2015.
- Byman, Daniel. "The Homecomings: What Happens When Arab Foreign Fighters in Iraq and Syria Return?". *Studies in Conflict & Terrorism* 38, n° 8 (2015): 581-602.
- Christensen, Tina Wilchen. "A Question of Participation - Disengagement from the Extremist Right: A Case Study from Sweden." Roskilde University, 2015.
- Clubb, Gordon. "The Role of Former Combatants in Preventing Youth Involvement in Terrorism in Northern Ireland: A Framework for Assessing Former Islamic State Combatants." *Studies in Conflict & Terrorism* 39, n° 9 (2016): 842-61.
- Dalgaard-Nielsen, Anja. "Violent Radicalization in Europe: What We Know and What We Do Not Know." *Studies in Conflict & Terrorism* 33, n° 9 (2010): 797-814.
- Demant, Froukje, Willem Wagenaar et Jaap Van Donselaar. *Monitor Racisme & Extremisme: Deradicaliseren in De Praktijk*. Amsterdam: Anne Frank

- Stichting / Amsterdam University Press, 2009.
- El-Said, Hamed. "De-Radicalising Islamists: Programmes and Their Impact in Muslim Majority States." 1-47. Londres: The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012.
- Ertel, Manfred et Ralf Hoppe. "A Danish Answer to Radical Jihad." *Spiegel Online*, 23 février 2015.
- Feddes, Allard R. et Marcello Gallucci. "A Literature Review on Methodology Used in Evaluating Effects of Preventive and De-Radicalisation Interventions." *Journal for Deradicalization*, n° 5 (hiver 2015): 1-27.
- Genkin, Michael et Alexander Gutfraind. "How Do Terrorist Cells Self-Assemble: Insights from an Agent-Based Model of Radicalization." Dans *Social Science Research Network Working Paper Series*, 1-47. Rochester, NY: Social Science Research Network, 2011.
- Gibbons-Neff, Thomas. "Number of Foreign Fighters Entering Iraq and Syria Drops by 90 Percent, Pentagon Says." *The Washington Post*, 26 avril 2016.
- Forum mondial de lutte contre le terrorisme. "Rome Memorandum on Good Practices for Rehabilitation and Reintegration of Violent Extremist Offenders." 1-14: Forum mondial de lutte contre le terrorisme, 2012.
- Hemmingsen, Ann-Sophie. "An Introduction to the Danish Approach to Countering and Preventing Extremism and Radicalization." *Danish Institute for International Studies*, (2015).
- Henley, Jon. "How Do You Deradicalise Returning Isis Fighters?" *The Guardian*, 12 novembre 2014.
- Higgins, Andrew. "For Jihadists, Denmark Tries Rehabilitation." *The New York Times*, 13 décembre 2014.
- Horgan, John. "Deradicalization or Disengagement." *Perspectives on Terrorism* 2, n° 4 (2008): 3-8.
- . *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*. New York: Routledge, 2009.
- Horgan, John, Mary Beth Altier, Neil Shortland et Max Taylor. "Walking Away: The Disengagement and De-Radicalization of a Violent Right-Wing Extremist." *Behavioral Sciences of Terrorism & Political Aggression* (2016): 1-15.
- Horgan, John et Kurt Braddock. "Rehabilitating the Terrorists?: Challenges in Assessing the Effectiveness of De-Radicalization Programs." *Terrorism and Political Violence* 22, n° 2 (2010): 267-291.
- Horgan, John et Max Taylor. "Disengagement, De-Radicalization and the Arc of Terrorism: Future Directions for Research." Dans *Jihadi Terrorism and the Radicalisation*

- Challenge: European and American Perspectives*, révisé par Rik Coolsaet, 173-186. Londres / New York: Routledge, 2016.
- Horgan, John, Max Taylor, Mia Bloom et Charlie Winter. "From Cubs to Lions: A Six Stage Model of Child Socialization into the Islamic State." *Studies in Conflict & Terrorism* (2016): 1-20.
- Hwang, Julie Chernov. "The Disengagement of Indonesian Jihadists: Understanding the Pathways." *Terrorism and Political Violence* (2015): 1-19.
- Institute for Strategic Dialogue. "De-Radicalisation." Dans *PPN Working Paper*, 1-18, 2010.
- Kenney, Michael. "Beyond the Internet: Mētis, Techne, and the Limitations of Online Artifacts for Islamist Terrorists." *Terrorism and Political Violence* 22, n° 2 (2010): 177-97.
- . "'Dumb' yet Deadly: Local Knowledge and Poor Tradecraft among Islamist Militants in Britain and Spain." *Studies in Conflict & Terrorism* 33, n° 10 (2010): 911-32.
- Khalil, James. "Radical Beliefs and Violent Actions Are Not Synonymous: How to Place the Key Disjuncture between Attitudes and Behaviors at the Heart of Our Research into Political Violence." *Studies in Conflict & Terrorism* 37, n° 2 (2014): 198-211.
- Koehler, Daniel. "Radical Groups' Social Pressure Towards Defectors: The Case of Right-Wing Extremist Groups." *Perspectives on Terrorism* 9, n° 6 (2015): 36-50.
- Kundnani, Arun. "Radicalisation: The Journey of a Concept." *Race & Class* 54, n° 2 (2012): 3-25.
- Mekhennet, Souad et Greg Miller. "This Isis Defector Said He Was an Innocent Bystander. A New Video Questions His Story." *The Washington Post*, mardi 4 octobre 2016.
- National Institute on Drug Abuse. "Principles of Drug Abuse Treatment for Criminal Justice Populations: A Research-Based Guide." 1-36. North Bethesda: National Institute on Drug Abuse, 2014.
- Nelen, Hans, Frans Leeuw et Stefan Bogaerts. *Antiterrorismebeleid En Evaluatieonderzoek: Framework, Toepassingen En Voorbeelden*. Den Haag: Boom Juridische Uitgevers, 2010.
- Noordegraaf, Mirko, Scott Douglas, Aline Bos et Wouter Klem. "Gericht, Gedragen En Geborgd Interventievermogen? Evaluatie Van De Nationale Contraterrorisme-Strategie 2011-2015." 1-216. Utrecht: université d'Utrecht, 2016.
- Réseau de sensibilisation à la radicalisation. "Counter Narratives and Alternative Narratives." 1-15: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2015.
- . "Faire face à la radicalisation en prison et en probation." 1-10: Réseau

- de sensibilisation à la radicalisation, 2016.
- . "Exit Programmes and Interventions in Prison and Probation." 1-9: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016.
- Ramadan, Omar. "Vrees De Dag Waarop De Syriëgangers Terugkeren." *NRC*, 16 septembre 2016.
- Schmid, Alex P. "The Definition of Terrorism." Dans *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, révisé par Alex P. Schmid, 39-98. Londres / New York: Routledge, 2011.
- . "Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review." Dans *ICCT Research Paper*, 1-91. La Haye: International Centre for Counter-Terrorism, 2013.
- Schuurman, Bart et Edwin Bakker. "Reintegrating Jihadist Extremists: Evaluating a Dutch Initiative, 2013-2014." *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 8, n° 1 (2016): 66-85.
- Silke, Andrew. "Disengagement or Deradicalization: A Look at Prison Programs for Jailed Terrorists." *CTC Sentinel* 4, n° 1 (2011): 18-21.
- Sim, Susan et Noor Huda Ismail. "Predicting Terrorist Recidivism in Indonesia's Prisons." Washington, D.C.: Brookings, 2016.
- Speckhard, Anne. "Prison and Community-Based Disengagement and De-Radicalization Programs for Extremist Involved in Militant Jihadi Terrorism Ideologies and Activities." Dans *Psychosocial, Organizational and Cultural Aspects of Terrorism*, révisé par Anne Speckhard, 1-14. Neuilly-sur-Seine: Organisation OTAN pour la recherche et la technologie, 2011.
- Stern, Jessica Eve. "X: A Case Study of a Swedish Neo-Nazi and His Reintegration into Swedish Society." *Behavioral Sciences and the Law* 32, n° 3 (mai/juin 2014): 440-453.
- Sukabdi, Zora A. "Terrorism in Indonesia: A Review on Rehabilitation and Deradicalization." *Journal of Terrorism Research* 6, n° 2 (2015): 36-56.
- Taylor, Maxwell et Ethel Quayle. *Terrorist Lives*. Londres: Brassey's, 1994.
- The Soufan Group. "Foreign Fighters and Those Who Return." New York: The Soufan Group, 2016.
- . "Foreign Fighters: An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq." 1-26. New York: The Soufan Group, 2015.
- Van Ginkel, Bibi, Eva Entenmann, Bérénice Boutin, GrégoryChauzal, Jessica Dorsey, Marjolein Jegerings, Christophe Paulussen, *et al.* "The Foreign Fighters Phenomenon in the European Union: Profiles, Threats & Policies." Dans *ICCT Research Paper*, 2016.
- Veldhuis, Tinka M. "Designing Rehabilitation and Reintegration Programmes for Violent Extremist Offenders: A Realist Approach." Dans *ICCT Research Paper*,

- 1-21. La Haye: International Centre for Counter-Terrorism, 2012.
- Vidino, Lorenzo et James Brandon. "Countering Radicalization in Europe." 1-80. Londres: The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012.
- Warrick, Joby et Souad Mekhennet. "Isis Quietly Braces Itself for the Collapse of the 'Caliphate'." *The Independent*, 13 juillet 2016.
- Wartna, B.S.J., N. Tollenaar, M. Blom, S.M. Alma, I.M. Bregman, A.A.M. Essers et E.K. Van Straalen. "Recidivism Report 2002-2008: Trends in the Reconviction Rate of Dutch Offenders." 1-18. La Haye: Wetenschappelijk Onderzoek- en Documentatiecentrum, 2011.
- Weggemans, Daan et Beatrice De Graaf. "Na De Vrijlating: Een Exploratieve Studie Naar Recidive En Re-Integratie Van Jihadistische Ex-Gedetineerden." Dans *Politie & Wetenschap*, 1-190. Apeldoorn: Politie & Wetenschap, 2015.
- Weggemans, Daan, Ruud Peters, Edwin Bakker et Roel De Bont. "Destination Syria: An Exploratory Study into the Daily Lives of Dutch 'Syria Travelers'." Leyde: Université de Leyde, à venir.
- Weilnböck, Harald. "Descriptif des interventions de déradicalisation visant à décourager l'implication dans l'extrémisme violent." 1-8: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016.
- Williams, Michael J. et Steven M. Kleinman. "A Utilization-Focused Guide for Conducting Terrorism Risk Reduction Program Evaluations." *Behavioral Sciences of Terrorism & Political Aggression* 6, n° 2 (2014): 102-146.
- Williams, Michael J. et Samuel C. Lindsey. "A Social Psychological Critique of the Saudi Terrorism Risk Reduction Initiative." *Psychology, Crime & Law* 20, n° 2 (2014): 135-151.

ⁱSelon une estimation de décembre 2015, ce nombre se situerait entre 27 000 et 31 000 individus provenant de 81 pays. The Soufan Group, "Foreign Fighters: An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq," (New York: The Soufan Group, 2015), 4.

ⁱⁱBibi Van Ginkel et al., "The Foreign Fighters Phenomenon in the European Union: Profiles, Threats & Policies," dans *ICCT Research Paper* (2016), 3.

ⁱⁱⁱVan Ginkel et al., "The Foreign Fighters Phenomenon," 3.

^{iv}Joby Warrick et Souad Mekhennet, "Isis Quietly Braces Itself for the Collapse of the 'Caliphate'," *The Independent*, 13 juillet 2016.

^vThomas Gibbons-Neff, "Number of Foreign Fighters Entering Iraq and Syria Drops by 90 Percent, Pentagon Says," *The Washington Post*, 26 avril 2016.

^{vi}Cette vaste appellation comprend diverses initiatives visant à réduire au minimum le risque de récidive terroriste que l'on appelle souvent «détournement», «voie de sortie» et «programmes de sortie».

^{vii}Il s'agit d'un sujet souvent négligé mais qui a son importance. Voir: Albert Bandura, "Mechanisms of Moral Disengagement in Terrorism," in *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, ed. Walter Reich (Cambridge: Cambridge University Press, 1990), 161-191.

^{viii}Michael Kenney, "'Dumb' yet Deadly: Local Knowledge and Poor Tradecraft among Islamist Militants in Britain and Spain," *Studies in Conflict &*

Terrorism 33, n° 10 (2010): 911-932; Michael Kenney, "Beyond the Internet: Mētis, Techne, and the Limitations of Online Artifacts for Islamist Terrorists," *Terrorism and Political Violence* 22, n° 2 (2010): 183-188.

^{ix}Omar Ramadan, "Vrees De Dag Waarop De Syriëgangers Terugkeren," *NRC*, 16 septembre 2016.

^xDaan Weggemans et al., "Destination Syria: An Exploratory Study into the Daily Lives of Dutch 'Syria Travelers'," (Leiden: Université de Leyde, à venir); Simon Bruyning, "Rechter: Wet Is Niet Berekend Op Syriëgangers," *Trouw*, 9 février 2015.

^{xi} Ce terme est défini ici comme «une pratique conspirative impliquant une action violente directe, calculée et démonstrative dépourvue de contraintes juridiques ou morales et visant principalement des civils et des non-combattants, qui est menée à bien à des fins de propagande et pour ses effets psychologiques sur divers publics et parties au conflit». Voir: Alex P. Schmid, "The Definition of Terrorism," dans *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, rév. Alex P. Schmid (Londres / New York: Routledge, 2011), 86-87.

^{xii} Ce terme est défini ici comme des individus qui sont «positivement en faveur du recours à la force pour obtenir et conserver le pouvoir politique». Voir: Alex P. Schmid, "Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review," dans *ICCT Research Paper* (La Haye: International Centre for Counter-Terrorism, 2013), 10.

^{xiii} Richard Barrett et Laila Bokhari, "Deradicalization and Rehabilitation Programmes Targeting Religious Terrorists and Extremists in the Muslim World: An Overview," dans *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, rév. John Horgan et Tore Bjørgo (Londres / New York: Routledge, 2009); Hamed El-Said, "De-Radicalising Islamists: Programmes and Their Impact in Muslim Majority States," (Londres: The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012).

^{xiv} Voir aussi: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, "Dealing with Radicalisation in a Prison and Probation Context," (Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016); Réseau de sensibilisation à la radicalisation, "Exit Programmes and Interventions in

Prison and Probation," (Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016).

^{xv} Voir, par exemple: Bart Schuurman et Edwin Bakker, "Reintegrating Jihadist Extremists: Evaluating a Dutch Initiative, 2013-2014," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 8, n° 1 (2016); Zora A. Sukabdi, "Terrorism in Indonesia: A Review on Rehabilitation and Deradicalization," *Journal of Terrorism Research* 6, n° 2 (2015).

^{xvi} Voir, par exemple: Tore Bjørgo, "Exit Neo-Nazism: Reducing Recruitment and Promoting Disengagement from Racist Groups," dans *NUPI Working Paper* (Oslo: Norsk Utenrikspolitisk Institutt, 2002); Tina Wilchen Christensen, "A Question of Participation - Disengagement from the Extremist Right: A Case Study from Sweden" (Roskilde University, 2015); Froukje Demant, Willem Wagenaar, and Jaap Van Donselaar, *Monitor Racisme & Extremisme: Deradicaliseren in De Praktijk* (Amsterdam: Anne Frank Stichting / Amsterdam University Press, 2009); Daan Weggemans et Beatrice De Graaf, "Na De Vrijlating: Een Exploratieve Studie Naar Recidive En Re-Integratie Van Jihadistische Ex-Gedeteneerden," dans *Politie & Wetenschap* (Apeldoorn: Politie & Wetenschap, 2015), 15-16.

^{xvii} Allard R. Feddes et Marcello Gallucci, "A Literature Review on Methodology Used in Evaluating Effects of Preventive and De-Radicalisation Interventions," *Journal for Deradicalization*, n° 5 (2015): 2; John Horgan et Kurt Braddock, "Rehabilitating the Terrorists?: Challenges in Assessing the Effectiveness of De-Radicalization Programs," *Terrorism and Political Violence* 22, no. 2 (2010): 268.

^{xviii} Horgan et Braddock, "Rehabilitating the Terrorists?," 267-291.

^{xix} On constate des signes qui laissent espérer une évolution. Voir, par exemple: Mirko Noordegraaf et al., "Gericht, Gedragen En Geborgd Interventievermogen? Evaluatie Van De Nationale Contraterrorisme-Strategie 2011-2015," (Utrecht: université d'Utrecht, 2016).

^{xx} Plusieurs lignes directrices intéressantes relatives à l'élaboration de tels programmes ont néanmoins été mises au point: Harald Weilmöck, "Descriptif des interventions de déradicalisation visant à décourager l'implication dans l'extrémisme violent", (Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2016); Michael J. Williams et Steven M. Kleinman, "A Utilization-Focused Guide for Conducting Terrorism Risk

Reduction Program Evaluations," *Behavioral Sciences of Terrorism & Political Aggression* 6, n° 2 (2014).

^{xxxi}B.S.J. Wartna et al., "Recidivism Report 2002-2008: Trends in the Reconviction Rate of Dutch Offenders," (La Haye: Wetenschappelijk Onderzoek- en Documentatiecentrum, 2011), 2.

^{xxii} Pour plus d'informations, voir: Susan Sim et Noor Huda Ismail, "Predicting Terrorist Recidivism in Indonesia's Prisons," (Washington, D.C.: Brookings, 2016); Horgan et Braddock, "Rehabilitating the Terrorists?," 267-291; John Horgan et Max Taylor, "Disengagement, De-Radicalization and the Arc of Terrorism: Future Directions for Research," dans *Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge: European and American Perspectives*, rév. Rik Coolsaet (Londres / New York: Routledge, 2016), 178.

^{xxiii} Pour obtenir plus de détails, voir: Hans Nelen, Frans Leeuw et Stefan Bogaerts, *Antiterrorismebeleid En Evaluatieonderzoek: Framework, Toepassingen En Voorbeelden* (Den Haag: Boom Juridische Uitgevers, 2010); Tinka M. Veldhuis, "Designing Rehabilitation and Reintegration Programmes for Violent Extremist Offenders: A Realist Approach," dans *ICCT Research Paper* (La Haye: International Centre for Counter-Terrorism, 2012).

^{xxiv} John Horgan, "Deradicalization or Disengagement," *Perspectives on Terrorism* 2, n° 4 (2008): 3-8.

^{xxv} Arun Kundnani, "Radicalisation: The Journey of a Concept," *Race & Class* 54, n° 2 (2012): 6.

^{xxvi} Schmid, "Radicalisation, De-Radicalisation."

^{xxvii} Par ex.: Anja Dalgaard-Nielsen, "Violent Radicalization in Europe: What We Know and What We Do Not Know," *Studies in Conflict & Terrorism* 33, n° 9 (2010): 798; Michael Genkin et Alexander Gutfraind, "How Do Terrorist Cells Self-Assemble: Insights from an Agent-Based Model of Radicalization," dans *Social Science Research Network Working Paper Series* (Rochester, NY: Social Science Research Network, 2011), 2; Lorenzo Vidino et James Brandon, "Countering Radicalization in Europe," (Londres: The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012), 9.

^{xxviii} James Khalil, "Radical Beliefs and Violent Actions Are Not Synonymous: How to Place the Key Disjuncture between Attitudes and Behaviors at the Heart of Our Research into Political Violence," *Studies in Conflict & Terrorism* 37, n° 2 (2014).

^{xxix} Max Abrahms, "What Terrorists Really Want: Terrorist Motives and Counterterrorism Strategy," *International Security* 32, n° 4 (2008): 98-99; Maxwell Taylor et Ethel Quayle, *Terrorist Lives* (Londres: Brassey's, 1994), 37-38.

^{xxx} Julie Chernov Hwang, "The Disengagement of Indonesian Jihadists: Understanding the Pathways," *Terrorism and Political Violence* (2015): 1-19.

^{xxxi} Daniel Koehler, "Radical Groups' Social Pressure Towards Defectors: The Case of Right-Wing Extremist Groups," *Perspectives on Terrorism* 9, n° 6 (2015): 36-50.

^{xxxii} John Horgan et al., "Walking Away: The Disengagement and De-Radicalization of a Violent Right-Wing Extremist," *Behavioral Sciences of Terrorism & Political Aggression* (2016): 1-15.

^{xxxiii} Andrew Silke, "Disengagement or Deradicalization: A Look at Prison Programs for Jailed Terrorists," *CTC Sentinel* 4, n° 1 (2011).

^{xxxiv} John Horgan, *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements* (New York: Routledge, 2009), 152.

^{xxxv} Hwang, "The Disengagement of Indonesian Jihadists," 1-19.

^{xxxvi} Réseau de sensibilisation à la radicalisation, "Exit Programmes and Interventions," 2.

^{xxxvii} John Horgan et al., "From Cubs to Lions: A Six Stage Model of Child Socialization into the Islamic State," *Studies in Conflict & Terrorism* (2016): 1-20.

^{xxxviii} Par exemple en France: France 24, "France Unveils First De-Radicalisation Centre to Tackle Islamist Threat," *France 24*, 14 septembre 2016.

^{xxxix} Ann-Sophie Hemmingsen, An Introduction to the Danish Approach to Countering and Preventing Extremism and Radicalization, <http://www.ft.dk/samling/20151/almdel/reu/bilag/24/8/1617692.pdf>, p. 18

^{xl} Andrew Higgins, "For Jihadists, Denmark Tries Rehabilitation," *The New York Times*, 13 décembre 2014.

^{xli} Jon Henley, "How Do You Deradicalise Returning Isis Fighters?," *The Guardian*, 12 novembre 2014.

^{xlii} Institute for Strategic Dialogue, "De-Radicalisation," dans *PPN Working Paper* (2010), 10.

^{xliii} Institute for Strategic Dialogue, "De-Radicalisation," 11.

^{xliv}Schuurman et Bakker, "Reintegrating Jihadist Extremists."

^{xlv}Schuurman et Bakker, "Reintegrating Jihadist Extremists."

^{xlvi}The Soufan Group, "Foreign Fighters and Those Who Return," (New York: The Soufan Group, 2016).

^{xlvii} Pour consulter des études détaillées sur la façon de mener de telles études en matière d'évaluation, voir: Nelen, Leeuw et Bogaerts, *Antiterrorismebeleid En Evaluatieonderzoek*; Veldhuis, "Designing Rehabilitation and Reintegration Programmes."; Williams and Kleinman, "A Utilization-Focused Guide," 102-146.

^{xlviii}Kurt Braddock et John Horgan, "Towards a Guide for Constructing and Disseminating Counternarratives to Reduce Support for Terrorism," *Studies in Conflict & Terrorism* 39, n° 5 (2016): 381-404; Réseau de sensibilisation à la radicalisation, "Counter Narratives and Alternative Narratives," (Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2015).

^{xlix} Pour consulter une analyse intéressante sur les possibilités en la matière, voir: Gordon Clubb, "The Role of Former Combatants in Preventing Youth Involvement in Terrorism in Northern Ireland: A Framework for Assessing Former Islamic State Combatants," *Studies in Conflict & Terrorism* 39, n°9 (2016): 842-61.

ⁱ Voir, par exemple: Rogelio Alonso et Javier Díaz Bada, "What Role Have Former Eta Terrorists Played in Counterterrorism and Counterradicalization Initiatives in Spain?," *ibid.*, n° 11: 998-1000; Souad Mekhennet et Greg Miller, "This Isis Defector Said He Was an Innocent Bystander. A New Video Questions His Story," *The Washington Post*, 4 octobre 2016.

ⁱⁱNational Institute on Drug Abuse, "Principles of Drug Abuse Treatment for Criminal Justice Populations: A Research-Based Guide," (North Bethesda: National Institute on Drug Abuse, 2014).

ⁱⁱⁱ Cela remet en question l'un des résultats de la récente réunion d'un groupe de travail du RSR: Réseau de sensibilisation à la radicalisation, "Exit Programmes and Interventions," 3.

ⁱⁱⁱⁱ Les cinq premières recommandations sont tirées de: Anne Speckhard, "Prison and Community-Based Disengagement and De-Radicalization Programs for Extremist Involved in Militant Jihadi Terrorism Ideologies and Activities," dans *Psychosocial,*

Organizational and Cultural Aspects of Terrorism, rév. Anne Speckhard (Neuilly-sur-Seine: Organisation OTAN pour la recherche et la technologie, 2011), 1-14; Forum mondial de lutte contre le terrorisme, "Rome Memorandum on Good Practices for Rehabilitation and Reintegration of Violent Extremist Offenders," (Forum mondial de lutte contre le terrorisme, 2012), 3; Institute for Strategic Dialogue, "De-Radicalisation," 11.

^{iv}Jessica Eve Stern, "X: A Case Study of a Swedish Neo-Nazi and His Reintegration into Swedish Society," *Behavioral Sciences and the Law* 32, n° 3 (2014): 440; Michael J. Williams et Samuel C. Lindsey, "A Social Psychological Critique of the Saudi Terrorism Risk Reduction Initiative," *Psychology, Crime & Law* 20, n° 2 (2014): 149.

^vDemant, Wagenaar et Van Donselaar, *Deradicaliseren in De Praktijk*, 20.

^{vi}Horgan et Braddock, "Rehabilitating the Terrorists?," 268-269.